

Chapitre 1 : Plan comptable

1. Définition

Le plan comptable est la base structurelle d'un système comptable, à savoir les classifications servant à rendre compte des transactions et des états financiers.

Le plan comptable permet d'assurer une bonne organisation de la structure financière d'une entreprise. Chaque compte est codé à l'aide de chiffres. Ces derniers facilitent l'enregistrement informatique des écritures comptables.

2. Généralités

Le développement de la comptabilité dans les entreprises a conduit à une extension du nombre des comptes utilisés. Cette évolution a commencé dans les années 20 sous l'influence du développement théorique de la gestion d'entreprise. Afin d'obtenir une meilleure vue d'ensemble, il était logique de numérotter les comptes individuellement et de les réunir dans des groupes. Le terme **plan comptable** découle directement de ce processus.

Pour des raisons de clarté, les différents plans comptables sont très souvent présentés sous forme de liste.

L'élaboration d'un plan comptable doit répondre à deux grands principes qui peuvent paraître contradictoires :

A. Il doit être **adapté** aux caractéristiques propres de l'entreprise (nature juridique, activité, organisation,...) et aux besoins spécifiques d'information de ses dirigeants ;

B. Il doit répondre à des exigences d'ordre externe et, par conséquent, être **normalisé**, ce qui permet :

- La comparaison entre entreprises,
- Un contrôle externe plus aisé et plus efficace,
- Une meilleure information des tiers,
- L'établissement de statistiques (régionales ou sectorielles),
- Une information standardisée, donc plus efficace pour les utilisateurs.

3. Les plans comptables dans le secteur privé

3.1. Historique

Dans un contexte économique où la concurrence s'intensifie, les entreprises sont contraintes de produire à des coûts les plus bas possibles. Dans cette perspective, la comptabilité prend de l'importance pour la direction d'une entreprise qui l'utilise comme instrument de contrôle efficace de la marche des affaires. Le développement de la comptabilité vers un outil de management exige que la gestion financière fournisse des informations fiables, comparables et facilement analysables.

Dès 1920, une organisation suisse s'est créée pour établir une tenue des comptes uniforme dans le but de simplifier la lecture des comptes de bilan et de résultat. Grâce à une harmonisation, il devient plus aisé de comparer les entreprises entre elles. Ces efforts d'unification ont entraîné la création d'un premier plan comptable, en 1927, par l'économiste Eugen Schmalenbach. Le **plan comptable général pour entreprises artisanales, industrielles et commerciales** qui fournit un schéma de base paru en 1947, sous la direction du professeur Käfer. Le plan comptable uniformisé a eu une influence considérable sur le développement de la comptabilité en Suisse. Après 50 années de fonction, il a fait l'objet d'une révision en 1994 pour répondre aux évolutions du marché économique et financier et s'adapter aux nouveaux besoins de gestion des entreprises. Suite à diverses modifications, il a été rebaptisé **plan comptable général PME**.

3.2. Changements par rapport au plan comptable général selon Käfer

Pour adapter un plan comptable général moderne pour les PME en Suisse, il fallait tenir compte des exigences légales plus strictes du droit révisé de la société anonyme et des souhaits des autorités fiscales tout en respectant la forme de présentation annuelle des comptes.

Cependant, la mise en œuvre du principe du classement des comptes par nature est restée inchangée. Cette approche se justifie pour rendre aisée la saisie du plan comptable par un traitement informatique des données. Elle facilite aussi l'établissement et l'analyse du bilan et du compte de résultat de façon rationnelle.

3.3. Objectifs du plan comptable général PME

En principe, le plan comptable général PME sert de base pour la comptabilité de toutes les petites et moyennes entreprises en Suisse. Il est valable pour les entreprises actives dans la production, le commerce et les prestations de services, sans égard à leur forme juridique, à leur taille ou à la branche dont elles font partie.

Le plan comptable général PME s'applique tant dans les exploitations les plus petites que dans les groupes d'entreprises.

Pour finir, un plan comptable uniforme apporte également des avantages appréciables lors de statistiques, de reprises d'exploitations, de fusions et de transformations de la nature juridique de l'entreprise.

Toutefois, le plan comptable général PME est fortement conseillé par les autorités mais **n'a aucun caractère obligatoire** pour les entreprises basées en Suisse.

3.4. Classification

Bilan

- 1 **Actifs**
- 2 **Passifs**

Compte de résultat

- 3 **Chiffre d'affaires résultant des ventes et des prestations de services**
- 4 **Charges de matières, de marchandises et de services**
- 5 **Charges de personnel**
- 6 **Autres charges d'exploitation**
- 7 **Résultat des activités annexes d'exploitation**
- 8 **Résultats exceptionnels et hors exploitation, impôts**

Clôture

- 9 **Clôture**

3.5. Éléments de classification

Niveau de classification	du numéro	au numéro
Classes de comptes	1	9
Groupes principaux de comptes	10	99
Groupes de comptes	100	999
Sous-groupe de comptes	100.0	999.9
Comptes collectifs	100.00	999.99
Comptes	1000	9999

3.6. Exemple de classification d'un compte

1	Classe de comptes	Actifs
---	-------------------	--------

10	Groupe principal de comptes	Actifs circulants
110	Groupe de comptes	Créances
110.0	Sous-groupe de comptes	Créances résultant de ventes et de prestation de services
110.00	Compte collectif	Créances résultant de prestations envers des tiers
1100	Compte	Créances envers des tiers suisses

Exemple de classification simplifiée

Les petites entreprises peuvent selon les cas renoncer aux deux classifications suivantes : les sous-groupes de comptes et les comptes collectifs.

1	Classe de comptes	Actifs
10	Groupe principal de comptes	Actifs circulants
110	Groupe de comptes	Créances
1100	Compte	Créances envers des tiers suisses

3.7. Adaptations faciles selon les besoins

Les entreprises individuelles travaillent avec un plan comptable adapté à leurs besoins, ne comprenant que les comptes effectivement nécessaires à la tenue de la comptabilité.

Les comptes qui n'ont pas été prévus par le plan comptable général PME peuvent être ouverts en tout temps dans le groupe de comptes correspondant. De même, il est possible de renommer des comptes existants, car **les comptes mentionnés dans le plan comptable général PME ne sont que des exemples.**

Si nécessaire, on peut également créer de nouveaux groupes principaux de comptes et de nouveaux groupes de comptes. Des numéros libres sont prévus à cet effet.

En résumé, le plan comptable PME demeure flexible et nécessite une analyse des besoins au préalable afin de créer des comptes adéquats.

Les associations professionnelles sont libres d'élaborer un plan comptable général propre à leur branche qui contiendrait tous les comptes spécifiques de celle-ci, que le plan comptable général PME ne peut pas mentionner pour des raisons de clarté.

Il est toutefois important que lors de l'élaboration du plan comptable spécifique à une branche, les associations professionnelles se réfèrent à la conception de base du nouveau plan comptable général PME.

Les associations professionnelles restent toutefois libres par rapport au choix et à la désignation des comptes.

Ci-dessous, une liste non exhaustive de plans comptables créés pour certains domaines spécifiques :

- Secteur pétrolier
- Secteur hospitalier
- Organisme de prévoyance ou fonds de pension
- Établissement de crédit
- Entreprise d'assurances
- Construction de logements d'utilité publique

4. Les plans comptables dans le secteur public

4.1. Historique

En Suisse, les efforts consentis en vue d'une harmonisation des comptes publics remontent au XIX^{ème} siècle. En 1878 et 1892, la Société suisse de statistique exprima des exigences minimales dans ce domaine.

C'est seulement à la fin des années 40 qu'une majorité de cantons ont introduit un plan comptable de manière assez semblable. La Confédération et les communes avaient de leur côté cherché leur propre mode d'uniformisation. Ces trois systèmes furent développés et améliorés en parallèle sans aucune synergie entre eux. Toutefois, le besoin de coordination et la recherche de données comparables aux trois niveaux (fédéral, cantonal et communal) est devenu croissant d'années en années.

En 1970, une première commission d'experts, présidée par M. Weber, alors Conseiller aux États, a été chargée d'établir un projet d'harmonisation des comptes publics.

En 1973, la commission livra un rapport conceptuel du sujet. Une deuxième commission se chargea d'élaborer les instructions et les exemples concrets nécessaires aux processus d'uniformisation. En décembre 1977, la Conférence des directeurs cantonaux des finances approuva le modèle de compte en recommandant aux cantons et aux communes d'appliquer ce système.

En 1981, le Modèle Comptable Harmonisé 1 (MCH1) apparut dans le plan comptable de l'État, et laissera sa place dans le futur, au Modèle Comptable Harmonisé 2 / International Public Sector Accounting Standards (MCH2 / IPSAS).

Dès 2007, le nouveau modèle comptable de la Confédération est appliqué et se base essentiellement sur des règles reconnues au niveau international (International Public Sector Accounting Standards, IPSAS).

4.2. Objectifs du nouveau modèle comptable public

Le modèle de comptes représente un instrument de gestion qui doit fournir une série de données précieuses pour la planification et les prises de décisions dans les domaines administratifs et économiques. Pour satisfaire ces exigences, les comptes doivent être structurés en conséquence.

Le nouveau modèle comptable rend aussi possible de larges comparaisons entre collectivités. Dans un État chargé de fournir de nombreuses prestations, l'administration publique doit recourir davantage aux principes de gestion propres à l'économie d'entreprise. La comptabilité doit servir à améliorer les contrôles de la rationalité et particulièrement des coûts des prestations. Le modèle comptable permet la prise en considération différenciée de toutes les charges et donne une vue d'ensemble des dépenses et des revenus selon les unités administratives ou les tâches.

De plus, le nouveau modèle de comptes facilite et complète l'intégration des données du secteur public dans les statistiques économiques générales tel que la comptabilité nationale ou les analyses des mouvements de la masse monétaire.

4.3. Classification

Bilan

- 1 **Actifs**
- 2 **Passifs**

Compte de fonctionnement

- 3 **Charges**
- 4 **Revenus**

Compte des investissements

- 5 **Dépenses**
- 6 **Recettes**

Clôture

- 9 **Clôture**

4.4. Exemple de classification d'un compte

1	Classe de comptes	Actifs
		Patrimoine financier
10	Groupe principal de comptes	Disponibilités
100	Compte	Caisse

La majorité des plans comptables publics sont à trois niveaux et les numéros de compte ont trois chiffres. Toutefois, les numéros de comptes peuvent varier suivant les collectivités entre trois et six chiffres. Dans l'exemple, ci-dessus, la caisse aurait aussi pu être associée au numéro 100000.

Comparaison entre le plan comptable général PME et le plan comptable général des collectivités publiques

	Plan comptable général PME	Plan comptable général des collectivités publiques
Numéro de compte	4 chiffres	De 3 à 6 chiffres
Niveau de classification	4 à 6 niveaux	3 niveaux
Adaptation du plan	adaptation aux besoins spécifiques recommandée	standardisation recommandée
Présentation du plan	le chiffre d'affaire avant les charges	les charges avant les revenus

5. Exemples de plans comptables

Plan comptable général PME – secteur privé

1. Actif		2. Passif		3. Chiffre d'affaires résultat des ventes et des prestations de services		4. Charges de mar- chandises et de services		5. Charges de personnel	
10/13. Actifs circulants		20/27. Dettes							
1000	Caisse	2000	Dettes fournisseurs	3200	Ventes de marchandises	4200	Achats de marchandises	5200	Salaires
1010	Poste	2010	Autres dettes	3290	Déductions accordées	4270	Frais d'achats	5270	Charges sociales
1020	Banque, Banque X, c/c (Avoir)	2030	Acompte de clients	3293	Commissions versées à des tiers	4280	Variation de stocks de marchandises	5280	Autres charges de personnel
1040	Effets à recevoir	2150	Dettes financières envers des soc. du groupe et des actionnaires	3295	Pertes sur créances (ou 8015)	4290	Déductions obtenues		
1060	Titres de placement			3400	Honoraires				
1080	Actions propres	2170	Dettes AVS	3600	Produits des travaux				
1100	Créances clients	2175	Dettes LPP	3630	Autres produits				
1108	Créances douteuses	2180	Dettes Caisse ALFA						
1109	Provision pour pertes s/créances (Ducroire)	2200	TVA due	3700	Prestations à soi-même (X, Y, ...)				
1120	Créances contre des soc. affiliées et des actionnaires	2205	Dettes AFC (Impôt anticipé dû)						
1170	Impôt préalable sur marchandises destinées à la revente (TVA à récupérer)	2230	Dividendes						
		2235	Tantièmes						
1171	Impôt préalable sur investissements et autres charges d'exploitation (TVA à récupérer)	2300	Passifs transitoires						
1172	Créance due par l'AFC (Solde TVA)	2440	Dettes hypothécaires	6. Autres charges d'exploitation		7. Résultat des activités annexes d'exploitation		8. Résultats exceptionnels et impôts	
1176	Créance AFC	2500	Prêt obtenu	6000	Loyer	7400	Produits des titres	8000	Produits exceptionnels
1110	Autres créances			6100	Entretien et réparations	7401	Produits des placements financiers (participation)	8010	Charges exceptionnelles
1192	Acompte aux fournisseurs			6200	Frais de véhicules	7410	Charges sur placements financiers	8015	Pertes sur créances (ou 3295)
1193	Effets protestés (Protêts et retours)			6280	Frais d'expédition	7500	Produits d'immeubles	8900	Impôt sur le bénéfice
1200	Stocks de marchandises			6300	Assurances	7510	Charges d'immeubles	8910	Impôt sur le capital
1300	Actifs transitoires			6400	Electricité, gaz, autres mat. consommées (mazout), etc.	7520	Chauffage		
14/18. Actifs immobilisés		28/29. Capitaux propres						9. Clôture	
1420	Titres de participation	2800	Capital, Capital-actions	6500	Frais d'administration				
1450	Créances à long terme contre des soc. du groupe et des actionnaires	2810	Capital-participation	6510	Téléphone, Fax, Internet				
		2850	Privé, Privé X, etc.	6570	Frais d'informatique				
1500	Machines et appareils	2900	Réserve générale	6600	Publicité				
1509	Cumul d'amortissements s/Machines et appareils	2910	Réserve pour actions propres	6700	Autres charges d'exploitation				
1510	Mobilier et installations	2920	Réserve de réévaluation	6710	Différence de caisse				
1519	Cumul d'amortissements s/Mobilier et installations	2930	Réserve spéciale	6800	Intérêts-charges et frais de banque				
1520	Machines de bureau	2940	Prime à l'émission	6850	Intérêts-produits (produits financiers)				
1529	Cumul d'amortissements s/Machines de bureau	2990	Bénéfice reporté (J. Perte reportée)	6860	Frais d'émission				
1521	Infrastructures informatiques	(2991) Bénéfice de l'exercice		6900	Amortissements				
1526	Logiciels	2992	Bénéfice résultant du bilan						
1530	Véhicules							9000	Compte de résultat
1539	Cumul d'amortissements sur véhicules							9100	Bilan d'ouverture
1540	Outils							9110	Bilan de clôture
1600	Immeuble								
1609	Cumul d'amortissements sur Immeuble								
1700	Brevets								
1709	Cumul d'amortissements sur Brevets								
1770	Goodwill								
1779	Cumul d'amortissements sur Goodwill								
1800	Frais de fondation d'augmentation de capital et d'organisation (FAO)								
1850	Actionnaires								
1860	Participants								

Source : Schumacher Jean-Jacques, Donzé Jean-P
« Techniques quantitatives de gestion : problème
comptabilité et d'arithmétique commerciale », volur

Extrait du plan comptable général PME,

Source : STERCHI. Walter, *Plan comptable général PME*,
Union Suisse des arts et métiers, 1997

BILAN**1 Bilan, Classe des comptes 1, Actifs****10 Actifs Circulants**

100 Liquidités et titres

1000 Caisse

110 Créances

1100 Créances envers des tiers suisses

120 Stocks et travaux en cours

1200 Stocks de marchandises

130 Actifs de régularisation

*1300 Charges constatées d'avance***14 Actifs immobilisés**

140 Immobilisations financières

1400 Actions

150 Immobilisations corporelles meubles

1500 Machines et appareils

160 Immobilisations corporelles immeubles

1600 Bâtiments d'exploitation

170 Immobilisations incorporelles

*1700 Brevets***18 Charges activées et comptes d'actif de corrections de valeur**

180 Charges activées et comptes d'actif de corrections de valeur

1800 Frais de fondation

2 Bilan, Classe de comptes 2, Passifs

20 Dettes à court terme

200 Dettes à court terme résultant d'achats et de prestations de services
2000 Dettes résultant d'achats de matières et de marchandises

210 Dettes financières à court terme
2100 Dettes bancaires à court terme

220 Autres dettes à court terme
2206 Impôt anticipé dû

230 Passifs de régularisation
Provisions à court terme
2300 Charges à payer

24 Dettes à long terme

240 Dettes financières à long terme
2400 Dettes bancaires à long terme

250 Autres dettes à long terme
2500 Emprunts à long terme à des tiers

260 Provisions à long terme
2600 Provision pour réparations

28 Capitaux propres

280 Capital/Privé
2800 Capital propre

290 Réserves, Bénéfice/Perte
2900 Réserve générale

Plan comptable général PME, Union Suisse des arts et métiers, 1997

Compte de résultat		Comptes
Chiffre d'affaires résultant des ventes et des prestations de services		
Chiffre d'affaires brut de la production vendue		3000-3199
Ventes de marchandises		3200-3399
Ventes de prestations de services		3400-3599
Autres produits		3600-3699
Prestations propres et consommations propres		3700-3799
Variations de stocks de produits et de services en cours et terminés		3800-3899
Déductions sur les produits		3900-3999
= Chiffre d'affaires		
- Charges de matières, de marchandises et de services		
Charges de matières		4000-4199
Charges de marchandises		4200-4399
Charges pour prestations de tiers (services)		4400-4499
Charges d'énergie		4500-4599
Autres charges		4600-4699
Charges directes d'achat		4700-4799
Variations de stocks, pertes de matières et de marchandises		4800-4899
Déductions obtenues sur charges		4900-4999
= Marge brute 1		
- Charges de personnel		
Charges de personnel de production		5000-5199
= Marge brute 2		
Charges de personnel pour le commerce des marchandises		5200-5399
Charges de personnel pour la fourniture des prestations de services		5400-5599
Charges de personnel dans l'administration		5600-5699
Charges sociales		5700-5799
Autres charges de personnel		5800-5899
Prestations de travail de tiers		5900-5999
= Marge brute 3		
- Autres charges d'exploitation		
Charges de locaux		6000-6099
Entretien, réparations, remplacements (ERR)		6100-6159
Charges pour immobilisations corporelles meubles en crédit-bail		6160-6199
Charges de véhicules		6200-6279
Charges de transport		6280-6299
Assurances-choses, crofts, taxes, autorisations et patentes		6300-6399
Charges d'énergie et évacuation des déchets		6400-6499
Charges d'administration		6500-6559
Informatique		6560-6599
Publicité		6600-6699
Autres charges d'exploitation		6700-6799
= Résultat d'exploitation 1 (avant résultat financier)		
Résultat financier (avant résultat financier)		
+/- Résultat financier (Charges financières et produits financiers)		6800-6899
= Résultat financier (avant amortissements)		
- Amortissements		
= Résultat financier (avant amortissements)		6900-6999
+/- Résultat des activités d'exploitation		
Résultat des activités annexes		7000-7399
Résultat des placements finaux		7400-7499
Résultat d'immobilier		7500-7899
Bénéfices provenant de l'alié d'exploitation		7900-7999
= Résultat d'exploitation 4		
+/- Résultats exceptionnels		
Résultat exceptionnel		8000-8199
Résultat des activités hors exploitation		8200-8399
Résultat des placements finaux hors exploitation		8400-8499
Résultat d'immobilier hors exploitation		8500-8699
Autres résultats hors exploitation		8700-8899
= Résultat d'exploitation avant impôts		
- Impôts directs de l'exercice		8900-8999
= Résultat d'exploitation avant impôts		3000-8999

Compte de résultats de l'exercice 20xx de l'entreprise xxxx

CHARGES		PRODUITS	
Achats	345'000.-	CAN	725'000.-
Frais d'achats	5'000.-	Déductions obtenues	5'000.-
Déduction accordées	6'000.-	Variation de stock	1'000.-
Marge brute	375'000.-		
total	731'000.-	total	731'000.-
Salaires	110'000.-	Marge brute	375'000.-
Charges sociales	40'000.-		
Frais d'administration	15'000.-		
Frais de communication	10'000.-		
Loyer	50'000.-		
EBITDA	150'000.-		
total	375'000.-	total	375'000.-
Amortissement	45'000.-	EBITDA	150'000.-
EBIT	105'000.-		
total	150'000.-	total	150'000.-
		EBIT	105'000.-
Intérêts-Charges	2'000.-	Intérêts-Produits	4'000.-
Résultat net avant impôts	107'000.-		
total	109'000.-	total	109'000.-
Impôts	35'000.-	Résultat net avant impôts	107'000.-
Résultat de l'exercice	72'000.-		

EBITDA : earning before interest, taxes, depreciation and amortization

EBIT : earning before interest and taxes

Plan comptable – secteur public

BILAN		PASSIF		COMPTES DE FONCTIONNEMENT		COMPTES D'INVESTISSEMENTS		CLOTURE	
Actif	Passif	Comptes de fonctionnement	Comptes d'investissement	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Patrimoine financier	Engagements	30 Charges	31 Dépense	60 Transferts au patrimoine financier	61 Contributions de tiers (loi budgétaire annuelle)	62 Remboursements de prêts et de participations permanentes (loi budgétaire annuelle)	63 Facturation à des tiers (loi budgétaire annuelle)	90 Compte de fonctionnement	91 Compte des investissements
10 Disponibilités	20 Erreurs et omissions	32 Intérêts p	33 Amortiss	64 Recettes affectées	65 Subventions d'investissements acquises	66 Subventions d'investissements acquises (G.T.)	67 Subventions d'investissements à redistribuer (loi budgétaire annuelle)	92 Bilan	
11 Avoirs	21 Dividendes	34 Parts et c	35 Dédomm						
12 Placements	22 Dividendes	36 Subventic	37 Subventic						
13 Actifs transitoires	23 Erreurs et omissions	38 Attributor	39 Imputati						
Patrimoine administratif	Finances	40 Subventions d'investissements	41 Subventions d'investissements						
14 Investissements permanents	24 Prêts et participations	42 Subventions d'investissements	43 Subventions d'investissements						
15 Prêts et participations permanentes	25 Prêts et participations permanentes	44 Subventions d'investissements	45 Subventions d'investissements						
16 Subventions d'investissements	26 Subventions d'investissements	46 Subventions d'investissements	47 Subventions d'investissements						
17 Autres dépenses à amortir	27 Subventions d'investissements	48 Subventions d'investissements	49 Subventions d'investissements						
Finances	Finances	50 Subventions d'investissements	51 Subventions d'investissements						
18 Avances aux financements spéciaux	28 Erreurs et omissions	52 Subventions d'investissements	53 Subventions d'investissements						
Financements spéciaux	Fortu	54 Subventions d'investissements	55 Subventions d'investissements						
19 Découvert	29 Fortu	56 Subventions d'investissements	57 Subventions d'investissements						
		58 Subventions d'investissements	59 Subventions d'investissements						
		60 Subventions d'investissements	61 Subventions d'investissements						
		62 Subventions d'investissements	63 Subventions d'investissements						
		64 Subventions d'investissements	65 Subventions d'investissements						
		66 Subventions d'investissements	67 Subventions d'investissements						
		68 Reprise des amortissements	69 Imputations internes						